

## ACTION URGENTE

EXTERNEEFFAI – NU 97 0048 – MDE 18/04/97

NU 28/97

"Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer"

## "DISPARITION" / CRAINTE DE TORTURE / CRAINTE POUR LA SANTÉ

LIBAN Gabi Aql Karam, né en 1958

---

Londres, le 28 janvier 1997

Gabi Aql Karam est détenu dans un endroit inconnu, où Amnesty International craint qu'il ne soit torturé. L'inquiétude de l'Organisation est d'autant plus vive que cet homme est atteint d'une lésion au dos et souffre de problèmes psychologiques, à la suite, semble-t-il, de tortures subies en Syrie en 1994 (cf. ci-dessous).

Quatre agents appartenant, selon certaines informations, aux services de renseignements libanais ont arrêté Gabi Aql Karam à son domicile de Sin al Fil, le 6 janvier 1997, à 9 h 15. Ils l'ont emmené dans un véhicule banalisé, une Honda bleu marine. Deux des agents étaient armés et portaient un uniforme de policier ; les deux autres étaient en civil. Ils n'étaient pas, semble-t-il, en possession d'un mandat d'arrêt.

On ignore si Gabi Aql Karam a été inculpé et s'il a pu recevoir des soins médicaux.

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Gabi Aql Karam est marié et père d'un garçon et de deux filles âgés de quinze, quatorze et dix ans. Il est sans emploi en raison de la lésion dont il est atteint au dos. Sa mère, qui travaille dans une boulangerie, assure la subsistance de sa famille.

Gabi Aql Karam avait déjà été arrêté en 1994, lors d'une vague d'arrestations de centaines d'opposants politiques présumés. Il était accusé en même temps que 15 autres personnes au moins d'avoir fourni des renseignements à Israël et aux États-Unis. Il aurait été torturé en Syrie, où il a passé six semaines avant d'être ramené au Liban. Après avoir été condamné sur la base, semble-t-il, de déclarations faites alors qu'il était détenu au secret, il était resté dix-huit mois dans une prison libanaise. Selon certaines informations, il n'aurait été autorisé à consulter ni un avocat ni un médecin. Il a été libéré le 28 juin 1995 (cf. NU 68/94 - MDE 18/01/94 et mise à jour - MDE 18/09/94 ; ainsi que le Rapport annuel 1995).

La femme de Gabi Aql Karam, Halla al Haj, aurait été détenue en Syrie pendant sept ans. Arrêtée au Liban en 1989 ou 1990, elle a été libérée récemment. Amnesty International ignore les raisons de cette détention.

Bien que fréquent, le transfert de prisonniers politiques du Liban en Syrie aux fins d'interrogatoire n'a jamais été publiquement reconnu par les responsables syriens et libanais. Amnesty International a reçu de nombreuses informations faisant état d'actes de torture perpétrés contre des Libanais et d'autres prisonniers arabes transférés en Syrie.

ACTION RECOMMANDÉE : télégramme/aérogramme/lettre par avion/fax (en arabe, en français, en anglais ou dans votre propre langue) :

– demandez à être informé du lieu de détention de Gabi Aql Karam, arrêté à Sin al Fil le 6 janvier

1997, ainsi que des charges retenues contre lui ;

– demandez à obtenir l'assurance qu'il n'est pas torturé, et qu'il recevra les soins que son état de santé nécessite ;

– insistez pour qu'il soit libéré immédiatement, à moins qu'il ne soit inculqué d'une infraction pénale prévue par la loi. Vous pouvez rappeler au gouvernement libanais ses obligations aux termes du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, que le Liban a ratifié, et qui prévoit que « tout individu arrêté sera informé, au moment de son arrestation, des raisons de cette arrestation et recevra notification, dans le plus court délai, de toute accusation portée contre lui » ;

– demandez qu'il soit autorisé à communiquer avec sa famille et l'avocat de son choix. Vous pouvez attirer l'attention du gouvernement libanais sur l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement – adopté par l'Assemblée générale des Nations unies dans sa résolution 43/173 du 9 décembre 1988 – qui prévoit que « [...] la communication de la personne détenue ou emprisonnée avec le monde extérieur, et en particulier avec sa famille ou son conseil, ne peut être refusée pendant plus de quelques jours ».

#### APPELS À :

- Président  
M. Elias Hraoui  
Bureau de la Présidence  
Baabda, Beyrouth, République du Liban  
Téléphone : 961 1 425 595  
Fax : 961 1 220 000  
Télégrammes : Président Hraoui, Beyrouth, Liban  
Formule d'appel : Monsieur le Président,

- Premier ministre  
M. Rafiq al Hariri  
Premier Ministre  
Bureau du Premier Ministre  
Grand Sérail  
Rue des Arts et Métiers  
Sanageh, Beyrouth, République du Liban  
Fax : 961 1 200 469 / 961 1 354 318  
Tél. : 961 1 221 000  
Télégrammes : Premier ministre al Hariri, Beyrouth, Liban  
Formule d'appel : Monsieur le Premier Ministre,

Ministre de la Justice  
M. Bahij Tabbara  
Ministre de la Justice  
Ministère de la Justice  
Palais de Justice, Beyrouth, République du Liban  
Fax : 961 1 422 957 (réclamez la télécopie)  
Tél. : 961 1 422 956  
Télégrammes : Ministre de la Justice, Beyrouth, Liban  
Formule d'appel : Monsieur le Ministre,

Ministre de l'Intérieur et vice-Premier ministre  
M. Michel Murr  
Vice-Premier Ministre et ministre de l'Intérieur  
Bureau du Premier Ministre  
Grand Sérail  
Rue des Arts et Métiers  
Sanageh, Beyrouth, République du Liban  
Fax : 961 1 869 813  
Tél. : 961 1 369 135  
Télégrammes : Ministre de l'Intérieur, Beyrouth, Liban  
Formule d'appel : Monsieur le Ministre,

#### COPIES À :

– Procureur général  
M. Adnan Addoum

Procureur général  
Palais de Justice  
Beyrouth, République du Liban  
Fax : 961 1 423 790

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Liban dans votre pays

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.  
APRÈS LE 20 mars 1997, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE  
INTERVENIR.  
MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,*

*Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.*

*La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -*